NOTICE EXPLICATIVE 990I

L'article 990-I du Code général des impôts prévoit, pour les successions ouvertes depuis le 1^{er} janvier, un prélèvement sur les sommes dues aux bénéficiaires en cas de décès des titulaires de contrats d'assurance*. Le taux de ce prélèvement est de 20 %. L'organisme d'assurance est chargé d'effectuer ce prélèvement et de le reverser au Trésor Public. Cette disposition s'applique :

- aux contrats souscrits depuis le 13 octobre 1998 ;
- aux contrats déjà en cours à cette date, sur lesquels des primes ou cotisations ont été versées à compter de cette date.

Par contre, cette disposition ne s'applique pas **pour les décès survenus depuis le 22 août 2007**, aux bénéficiaires suivants :

- le conjoint survivant,
- le partenaire lié à l'assuré par un PACS,
- le frère ou la sœur du défunt, à la triple condition qu'il soit :
 - . Célibataire, veuf, divorcé ou séparé de corps, au moment de l'ouverture de la succession,
 - . **et** âgé de plus de 50 ans ou atteint d'une infirmité le mettant dans l'impossibilité de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence, au même moment,
 - . **et** qu'il ait été constamment domicilié avec le défunt pendant les 5 années ayant précédé le décès (Prévoir justificatifs probants selon liste non exhaustive reprise à la fin de cette notice et attestation sur l'honneur de la qualité dont vous vous prévaluez)

Nous vous précisons que sans information expresse de votre part de votre qualité selon les conditions posées ci-dessus, accompagnée de justificatifs probants et d'une attestation sur l'honneur, vous ne serez pas considéré comme faisant partie des cas d'exonération prévus par la loi.

L'assiette de cette taxation fait l'objet d'un abattement de 152 500 euros, qui est déduit dans les conditions suivantes :

- si le souscripteur avait souscrit plusieurs contrats en faveur d'un même bénéficiaire, que ce soit auprès d'une même société d'assurance ou auprès de sociétés distinctes, cet abattement s'applique globalement sur le total des sommes soumises à cette taxation, et non pas contrat par contrat.
- si le souscripteur avait désigné plusieurs bénéficiaires au titre d'un ou de plusieurs contrats, l'abattement s'applique à chacun d'entre eux sur la part qui doit leur être attribuée.

Pour obtenir le versement des sommes qui lui sont dues en exécution d'une garantie en cas de décès, le bénéficiaire doit, dans tous les cas, remplir une attestation sur l'honneur et l'adresser à la société d'assurance qu'il sollicite ; cette attestation doit préciser, dans l'hypothèse où l'assuré avait souscrit d'autres contrats en faveur de ce même bénéficiaire, les abattements totaux ou partiels déjà effectués par les autres organismes d'assurance.

Dans ces conditions, plusieurs situations possibles :

- **Vous n'avez pas connaissance de contrats souscrits à votre profit sur la tête de l'assuré, autre que celui pour lequel vous nous demandez le versement des sommes qui vous sont dues.**

Il vous faut alors cocher la case A de l'attestation ci-jointe.

- **Vous avez connaissance d'autres contrats souscrits à votre profit sur la tête de l'assuré.**
Il vous faut alors cocher la case B de l'attestation ci-jointe, ainsi que la case 1, 2 ou 3 qui correspond à votre situation.

- Si l'abattement de 152 500 euros a déjà été effectué en totalité par un ou plusieurs autres organismes d'assurance, il convient de cocher la case 3 de l'attestation ci-jointe.
- Si l'abattement n'a été effectué que partiellement, parce que les sommes assurées au titre des autres contrats n'épuisaient pas totalement les 152 500 euros d'abattement, il convient de cocher la case 2 et compléter le paragraphe 2) de l'attestation ci-jointe.
- Si aucun abattement n'a encore été effectué, il convient de cocher la case 1 de l'attestation ci-jointe.

* Attention : certains contrats ne sont pas soumis au prélèvement. Ex : contrats de retraite souscrits dans un cadre professionnel (salariés ou non-salariés).

Exemples de justificatifs probants

- Conjoint (et conjoint non séparé de corps si la clause bénéficiaire le prévoit) :
=> **Extrait d'acte de mariage de moins de trois mois ou extrait d'acte de naissance de moins de trois mois**

- Personne liée au défunt par un PACS :
=> **Certificat du Tribunal d'Instance de moins de trois mois**

- Frère ou sœur du défunt, répondant aux conditions suivantes :
Célibataire, veuf, divorcé ou séparé de corps, au moment de l'ouverture de la succession **et** âgé de plus de 50 ans ou atteint d'une infirmité le mettant dans l'impossibilité de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence, au même moment, **et** constamment domicilié avec le défunt pendant les 5 années ayant précédé le décès :
=> **Attestation de dévolution successorale et extrait d'acte de naissance de moins de trois mois ainsi que carte d'invalidité récente et justificatifs de domicile portant sur les cinq dernières années**